

# Code électoral de la Fédération Tunisienne de Football

Édition de décembre 2024

Article	Page
<b>DÉFINITIONS</b>	<b>3</b>
<b>I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
1 Champ d'application	4
2 Principes et obligations	4
<b>II. COMMISSION ÉLECTORALE</b>	<b>5</b>
3 Principes généraux	5
4 Composition	5
5 Responsabilités de la Commission électorale	6
6 Séances, quorum et décisions	6
<b>III. CANDIDATURES</b>	<b>7</b>
7 Critères d'éligibilité	7
8 Soumission et examen des candidatures au Bureau Fédéral	7
9 Procédure de recours pour les candidats au Bureau Fédéral	8
10 Procédure pour les candidats à d'autres organes de FTF	8
11 Liste officielle des candidats	9
<b>IV. PROCÉDURE DE VOTE</b>	<b>10</b>
12 Convocation de l'Assemblée Générale électorale	10
13 Responsabilités de la Commission électorale lors de l'Assemblée Générale électorale	10
14 Bulletins	10
15 Urne	10
16 Scrutin	11
<b>V. DÉPOUILLEMENT</b>	<b>12</b>
17 Principes généraux	12
18 Bulletins nuls	12
19 Erreurs d'orthographe	12
20 Comptage des bulletins et proclamation des résultats	12
<b>VI. DISPOSITIONS FINALES</b>	<b>14</b>
21 Archivage des documents et confidentialité	14
22 Huissier	14
23 Cas non prévus	14
24 Entrée en vigueur	14

## DEFINITIONS

La terminologie utilisée dans le présent Code électoral de la FTF renvoie aux termes définis dans la section Définitions des Statuts de FTF.

NB : les termes se référant aux personnes physiques s'appliquent aux deux sexes, de même que le singulier peut avoir un sens pluriel et vice-versa.

**Article 1** Champ d'application

---

- <sup>1</sup> Le présent Code électoral s'applique aux élections des membres du Bureau Fédéral, des membres des ligues nationales, des membres des ligues régionales et des membres des commissions indépendantes, telles que définies dans les Statuts de FTF.
  - <sup>2</sup> Le présent Code électoral s'applique également aux élections des membres des organes pertinents des Membres de FTF, si cela est spécifiquement stipulé par leurs propres statuts. Le cas échéant, les statuts des Membres de FTF doivent définir le champ d'application exact du présent code et en particulier préciser si la Commission électorale de FTF supervisera ou non la procédure électorale en question.
- 

**Article 2** Principes et obligations

---

- <sup>1</sup> Les principes généraux de bonne gouvernance, tels que la séparation des pouvoirs, l'indépendance, la transparence et l'obligation d'éviter les situations de conflit d'intérêts, doivent être respectés sans exception tout au long de la procédure électorale.
- <sup>2</sup> Les règles et directives électorales doivent être mises à disposition par FTF d'une manière claire et non ambiguë dans les délais prévus par ses Statuts.
- <sup>3</sup> Toute influence indue de tiers sur la procédure électorale est interdite.
- <sup>4</sup> FTF doit veiller à ce que les règles et directives électorales de ses organes soient conformes aux dispositions du présent Code électoral, à ses Statuts ainsi qu'aux Statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA.
- <sup>5</sup> Au moins 30 jours avant la date des élections en question, FTF informe la FIFA et CAF de la nature des élections (nombre de membres à élire, durée des mandats, raison des élections, etc.) et fournit à la FIFA un exemplaire de son Code électoral en cours de validité ainsi que, le cas échéant, toute autre règle et directive électorale.
- <sup>6</sup> FTF informe immédiatement la FIFA et CAF de toute influence indue de tiers sur la procédure électorale.
- <sup>7</sup> Sauf disposition contraire des Statuts et règlements de FTF, les membres des organes pertinents de cette dernière continuent à exercer leurs fonctions jusqu'à la conclusion de la procédure électorale.

Article **3** Principes généraux

---

- <sup>1</sup> La Commission électorale supervise la procédure électorale conformément aux dispositions pertinentes des Statuts de FTF et du présent Code électoral.
  - <sup>2</sup> Les membres de la Commission électorale ne peuvent être membres d'aucun autre organe de FTF et ne peuvent exercer aucune fonction exécutive dans une instance gouvernementale. Les membres de la Commission électorale ne peuvent être candidats à aucun des postes à pourvoir au sein de FTF tant qu'ils sont encore sous mandat.
  - <sup>3</sup> Un membre de la Commission électorale doit se retirer immédiatement des discussions et ne pas participer à la prise de décision si :
    - a) il est membre de la famille proche d'un des candidats à l'un des postes à pourvoir ;
    - b) il existe un risque ou une possibilité de conflit d'intérêts tel que défini dans le Code disciplinaire et le Code d'éthique de FTF.
  - <sup>4</sup> Dans le cas où un membre de la Commission électorale ne satisfait pas aux exigences susmentionnées et/ou doit démissionner de ses fonctions de membre de la Commission électorale pour quelque raison que ce soit, il est remplacé conformément aux dispositions de l'art. 4, al. 3 du présent Code électoral.
  - <sup>5</sup> Les membres de la Commission électorale sont nommés par l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions des Statuts de FTF, pour un mandat de quatre ans.
  - <sup>6</sup> Les membres de la Commission électorale ne peuvent exercer plus de deux mandats, consécutifs ou non.
  - <sup>7</sup> Les membres de la Commission électorale doivent agir de bonne foi en toutes circonstances et observer la plus grande impartialité dans l'exercice de leurs fonctions.
- 

Article **4** Composition

---

La Commission électorale est composée de :

- a) un président ;
  - b) un vice-président ;
  - c) 3 membres ordinaires.
- <sup>2</sup> Un nombre approprié de suppléants sont également désignés par l'Assemblée Générale.
  - <sup>3</sup> En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses pouvoirs sont exercés par le vice-président, ou par un membre ordinaire si le vice-président est également absent ou indisponible. Tout membre ordinaire absent ou indisponible est remplacé par un suppléant.
  - <sup>4</sup> La Commission électorale désigne l'un de ses membres pour exercer les fonctions de secrétaire, qui est responsable des questions logistiques et administratives pertinentes. Celui-ci peut faire appel au secrétariat général pour l'assister dans ses fonctions.
  - <sup>5</sup> Le président de la Commission électorale doit être un juriste qualifié.

---

Article **5** Responsabilités de la Commission électorale

---

La Commission électorale est responsable de toutes les tâches relatives à l'organisation, au déroulement et à la supervision des élections qui ont lieu durant l'Assemblée Générale. Elle est en particulier chargée :

- a) de la stricte application des Statuts et règlements de FTF ainsi que du présent Code électoral ;
- b) de s'assurer que les règles et directives électorales des organes de FTF sont conformes aux dispositions du présent Code électoral, aux Statuts de FTF ainsi qu'aux Statuts, règlements, directives et décisions de la FIFA ;
- c) de la stricte application des délais statutaires imposés pour les élections ;
- d) de fournir des informations aux Membres de FTF ainsi qu'aux autorités gouvernementales compétentes (si nécessaire), aux représentant des médias et au grand public ;
- e) si nécessaire, de gérer les relations avec les autorités gouvernementales compétentes ;
- f) de la procédure de candidature (ouverture, envoi des informations pertinentes, évaluation, publication de la liste officielle, etc.) ;
- g) d'établir la liste des électeurs (délégués), assistée du secrétariat général, conformément aux dispositions statutaires de FTF ;
- h) de vérifier l'identité des électeurs (délégués) sous la supervision de l'huissier désigné pour cette tâche ;
- i) de la procédure électorale et de la procédure de vote ;
- j) de toute autre tâche nécessaire au bon déroulement de la procédure électorale.

---

Article **6** Séances, quorum et décisions

---

- <sup>1</sup> Les séances de la Commission électorale sont convoquées par son président. Seule une Commission électorale dûment convoquée possède l'autorité pour délibérer et prendre des décisions.
- <sup>2</sup> La Commission électorale ne peut valablement délibérer que si la majorité (plus de 50%) de ses membres sont présents.
- <sup>3</sup> La Commission électorale prend ses décisions à la majorité (plus de 50%) des suffrages valablement exprimés. Les votes par procuration ou par correspondance ne sont pas autorisés. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.
- <sup>4</sup> Les décisions prises sont consignées dans le procès-verbal des séances, qui est signé par le président et le secrétaire de la Commission électorale.

Article **7** Critères d'éligibilité

---

- <sup>1</sup> Les critères d'éligibilité pour les postes à pourvoir au sein des organes pertinents de FTF sont définis dans les dispositions pertinentes de ses Statuts.
  - <sup>2</sup> La Commission électorale ne peut imposer de critères d'éligibilité qui ne sont pas prévus dans les Statuts de FTF ou d'autres exigences formelles qui ne sont pas prévues dans le présent Code électoral ou les Statuts de FTF. La Commission électorale peut uniquement demander à recevoir et évaluer les documents permettant d'établir si les critères d'éligibilité pertinents sont remplis.
  - <sup>3</sup> La Commission électorale publie la liste complète des critères d'éligibilité (en se référant aux dispositions pertinentes des Statuts de FTF), ainsi que les documents à fournir pour chacun des postes à pourvoir, et ce dans les délais prévus par les Statuts de FTF.
- 

Article **8** Soumission et examen des candidatures au Bureau Fédéral

---

- <sup>1</sup> Aucune indemnité d'aucune sorte ne peut être demandée aux candidats tout au long de la procédure électorale, à moins qu'une telle indemnité n'ait été préalablement approuvée par l'Assemblée Générale. En tout état de cause, toute indemnité convenue doit rester raisonnable et ne servir qu'à couvrir les coûts administratifs correspondants.
- <sup>2</sup> Les candidatures pour les différents postes à pourvoir au sein du Bureau Fédéral doivent être envoyées par courrier recommandé ou courriel avec accusé de réception, ou remises en mains propres contre confirmation de réception au secrétariat général, et ce au moins 45 jours avant l'Assemblée Générale électorale en question. Les candidatures reçues par le secrétariat général sont immédiatement transmises au secrétaire de la Commission électorale ainsi qu'à la Commission d'Audit et de Conformité en vue des enquêtes d'habilitation requises conformément à l'annexe A des Statuts de FTF.
- <sup>3</sup> Dans un délai de 7 jours à compter de la date limite de dépôt des candidatures, la Commission électorale informe par écrit les candidats qui n'ont pas soumis tous les documents pertinents à l'appui de leur candidature et leur accorde un nouveau délai de 7 jours pour compléter leur dossier. Si les candidats concernés ne complètent pas leur dossier dans le délai imparti, leur candidature est déclarée nulle. Ce paragraphe ne s'applique pas aux expressions de soutien prévues à l'art. 31 par. 4 des Statuts, qui doivent être soumis sans échec dans le délai de présentation des candidatures aux postes du Bureau Fédéral.
- <sup>4</sup> Les candidats dont les candidatures ont été déclarées nulles conformément à l'alinéa ci-dessus seront remplacés par le nombre adéquat de suppléants, qui auront eux-mêmes remplis les critères d'éligibilités.
- <sup>5</sup> Les listes dont les têtes de liste respectives (candidats à la présidence) ne remplissent pas les critères d'éligibilités seront déclarées nulles et les candidats à la présidence ne pourront être remplacés par des suppléants.
- <sup>6</sup> Les candidatures au Bureau Fédéral sont examinées par la Commission électorale dans un délai de 21 jours à compter de la date limite de soumission des candidatures et les candidats sont informés de la décision de la Commission électorale sous ce même délai.

---

Article **9** Procédure de recours pour les candidats au Bureau Fédéral

---

- <sup>1</sup> Les recours contre les décisions de la Commission électorale ne peuvent être interjetés qu'auprès de la Commission de Recours électoral, ce qui exclut la possibilité de faire appel desdites décisions devant toute autre instance, notamment une instance gouvernementale. Seuls les recours des candidats dont les candidatures ont été rejetées par la Commission électorale seront considérés comme recevables.
- <sup>2</sup> Tout appel, dûment motivé, doit être interjeté par courrier recommandé ou remis en mains propres contre confirmation de réception au secrétariat général dans un délai de 3 jours à compter de la réception de la décision de la Commission électorale. Les appels reçus par le secrétariat général sont immédiatement transmis aux membres de la Commission de Recours électoral.
- <sup>3</sup> La Commission de Recours électoral peut décider d'accepter de nouveaux documents et éléments de preuve qui n'ont pas été fournis par un candidat dans sa candidature initiale.
- <sup>4</sup> Les appels sont examinés par la Commission de Recours électoral dans un délai de 7 jours à compter de leur réception et les candidats sont informés de la décision de la Commission de Recours électoral sous ce même délai.
- <sup>5</sup> La Commission de Recours électoral est composée d'un président et de deux membres ordinaires nommés par l'Assemblée Générale, qui désigne en outre deux suppléants. Son président doit être un juriste qualifié.
- <sup>6</sup> Les décisions de la Commission de Recours électoral sont définitives et contraignantes.

---

Article **10** Procédure pour les candidats à d'autres organes de la FTF

---

- <sup>1</sup> Les candidatures pour des postes à pourvoir au sein de tous les autres organes de FTF (Commission d'Audit et de Conformité, commissions électorales et organes juridictionnels) doivent être envoyées par le Bureau Fédéral au secrétariat général au moins 30 jours avant l'Assemblée Générale électorale en question. Les candidatures reçues par le secrétariat général sont immédiatement transmises à la Commission électorale.
- <sup>2</sup> Dans un délai de 10 jours à compter de la réception des candidatures, la Commission électorale indique au secrétariat général si les exigences formelles requises pour les postes concernés ont été remplies. Si la candidature d'un ou plusieurs candidats n'est pas validée, le Bureau Fédéral propose des candidats supplémentaires pour le(s) poste(s) concerné(s).
- <sup>3</sup> L'élection des membres de ces autres organes peut se faire en bloc. Au début de l'Assemblée Générale électorale, des bulletins de vote comprenant les listes des candidats pour les organes concernés sont distribués aux délégués.

---

Article **11** Liste officielle des candidats

---

- <sup>1</sup> La liste officielle des candidats aux organes de FTF doit être envoyée aux Membres de celle-ci au moins 10 jours avant l'Assemblée Générale électorale en question.
- <sup>2</sup> La liste officielle des candidats est également rendue publique et, si nécessaire, envoyée aux autorités gouvernementales compétentes pour information.

**Article 12 Convocation de l'Assemblée Générale électorale**

---

L'Assemblée Générale électorale est convoquée conformément aux dispositions des Statuts de FTF. Les différents délais à observer dans l'optique de l'Assemblée Générale électorale sont publiés dans la presse et, si nécessaire, communiqués aux autorités gouvernementales compétentes.

---

**Article 13 Responsabilités de la Commission électorale lors de l'Assemblée Générale électorale**

---

Durant l'Assemblée Générale électorale, la Commission électorale est chargée de :

- a) vérifier l'identité des électeurs (délégués) ;
  - b) superviser la procédure électorale ;
  - c) dépouiller les bulletins de vote ;
  - d) prendre toute décision concernant la validité ou l'invalidité des bulletins de vote ;
  - e) prendre une décision définitive sur les questions relatives à la procédure électorale ;
  - f) proclamer les résultats officiels ;
  - g) organiser une conférence de presse, si nécessaire.
- 

**Article 14 Bulletins de vote**

---

<sup>1</sup> Le secrétariat général produit les bulletins de vote sous la supervision de la Commission électorale. Ceux-ci doivent être imprimés de manière claire et lisible.

<sup>2</sup> Les bulletins de vote doivent avoir une couleur différente pour chaque tour de scrutin.

---

**Article 15 Urne**

---

<sup>1</sup> Avant le début de la procédure de vote, l'urne – qui doit être si possible transparente – est ouverte et présentée aux délégués. L'urne est ensuite fermée et placée à un endroit visible, à proximité des membres de la Commission électorale.

<sup>2</sup> Durant toute la procédure de vote, l'urne doit être surveillée par un des membres de la Commission électorale.

- <sup>1</sup> Avant que les délégués ne soient invités à voter, le président de la Commission électorale explique en détail la procédure électorale (urne, bulletins de vote, bulletins valides et nuls, dépouillement, majorités requises, résultats, etc.) et renvoie aux dispositions statutaires correspondantes.
- <sup>2</sup> Le président de la Commission électorale invite à tour de rôle chaque délégué des Membres présents et disposant du droit de vote à se rendre à l'avant de la salle de l'Assemblée Générale, où a lieu l'élection.
- <sup>3</sup> Une fois appelé, le délégué concerné se rend à l'avant de la salle de l'Assemblée Générale et, après avoir signé le formulaire de vote, reçoit son bulletin de vote.
- <sup>4</sup> Le délégué remplit son bulletin dans l'isoloir prévu à cet effet. L'isoloir doit être placé à un endroit visible, tout en permettant au délégué d'exercer secrètement son droit de vote. Aucun téléphone portable, appareil photo ou autre appareil d'enregistrement n'est autorisé dans l'isoloir.
- <sup>5</sup> Le délégué dépose alors son bulletin dans l'urne, signe le registre des électeurs puis regagne sa place.
- <sup>6</sup> La procédure de dépouillement commence dès que tous les délégués ont déposé leur bulletin de vote dans l'urne. Un membre de la Commission électorale ouvre alors l'urne et extrait les bulletins de vote devant tous les délégués.
- <sup>7</sup> Le dépouillement commence alors.

Article **17** Principes généraux

---

Seuls les membres de la Commission électorale participent au dépouillement. Toutes les opérations (ouverture de l'urne, comptage des bulletins, comptage des voix, etc.) doivent être effectuées de façon à ce que les délégués puis les suivre clairement.

En cas de litige sur la validité ou la nullité d'un bulletin de vote, la rédaction du procès-verbal, la proclamation des résultats ou toute autre question relative à la procédure de dépouillement, la décision de la Commission électorale à cet effet est définitive.

---

Article **18** Bulletins nuls

---

- <sup>1</sup> Sont considérés comme nuls :
    - a) les bulletins ne portant pas les signes officiels distinctifs établis par la Commission électorale ;
    - b) les bulletins portant des mentions autres que les noms des candidats ;
    - c) les bulletins illisibles ou raturés ;
    - d) les bulletins portant des signes de reconnaissance.
  - <sup>2</sup> Le président de la Commission électorale écrit au dos de chaque bulletin nul le(s) motif(s) de sa nullité et appose sa signature en confirmation.
- 

Article **19** Erreurs d'orthographe

---

Les erreurs d'orthographe n'entraînent la nullité d'un bulletin que si elles ne permettent pas d'identifier avec certitude l'un des candidats officiels.

---

Article **20** Comptage des bulletins et proclamation des résultats

---

- <sup>1</sup> Une fois l'urne ouverte, les membres de la Commission électorale comptent le nombre de bulletins et contrôlent leur validité. Si le nombre de bulletins est inférieur ou égal au nombre de bulletins distribués, le scrutin est valable. Si leur nombre est supérieur au nombre de bulletins distribués, le scrutin est déclaré nul et un nouveau vote est immédiatement organisé conformément à la procédure décrite ci-avant.
- <sup>2</sup> Après avoir vérifié le nombre de bulletins de vote, les membres de la Commission électorale procèdent au comptage des suffrages accordés aux différents candidats ou listes.
- <sup>3</sup> Si un second tour (ainsi que tout éventuel tour ultérieur) de scrutin est nécessaire, la procédure de vote décrite ci-avant s'applique. Les Membres de l'Assemblée Générale doivent également être informés des dispositions statutaires s'appliquant à partir du deuxième tour (ainsi que tout éventuel tour ultérieur) de scrutin (par ex. éventuelle modification de la majorité requise, élimination de candidats).

- <sup>4</sup> Après chaque tour de scrutin, le président de la Commission électorale annonce officiellement les résultats aux Membres de l'Assemblée Générale.
- <sup>5</sup> Le secrétaire général place les bulletins réunis et comptés dans des enveloppes prévues à cet effet. Elles sont ensuite signées par le président de la Commission électorale, puis scellées. Le secrétariat général conserve ces enveloppes et les détruit 100 jours après la clôture de l'Assemblée Générale.

Article **21** Archivage des documents et confidentialité

---

- <sup>1</sup> La Commission électorale et la Commission de Recours électoral remettent tous les documents officiels – ainsi que tous les documents qui leur ont été soumis pendant la procédure électorale – au secrétariat général, qui en assure l’archivage.
  - <sup>2</sup> Les membres de la Commission électorale et la Commission de Recours électoral traitent avec la plus grande discrétion et confidentialité les informations et documents qui leur sont communiqués et transmis au cours de la procédure électorale. Cette obligation perdure pour une durée indéterminée à l’issue de ladite procédure électorale. En outre, ils ne peuvent conserver aucun des documents (que ce soit sous forme électronique ou autre) qui leur ont été transmis pendant la procédure électorale.
- 

Article **22** Huissier

---

Un huissier – ou une personne de statut juridique équivalent – reconnu par les tribunaux assiste à l’Assemblée Générale et dresse le procès-verbal des élections conformément à la législation nationale en vigueur.<sup>1</sup> Il est spécifiquement chargé de vérifier l’identité des délégués et de veiller au respect de la procédure de vote.<sup>2</sup>

---

Article **23** Cas non prévus

---

- <sup>1</sup> Toutes les questions relatives à l’organisation administrative et technique de l’Assemblée Générale élective qui ne sont pas couvertes par le présent Code électoral ou par les Statuts et règlements de FTF sont tranchées par la Commission électorale, dont la décision est définitive.
- <sup>2</sup> Toutes les questions relatives au déroulement des élections qui ne sont pas couvertes par le présent Code électoral ou par les Statuts et règlements de FTF sont tranchées par la Commission électorale, dont la décision est définitive.

---

<sup>1</sup> Si la législation nationale d’une fédération n’exige pas l’établissement d’un procès-verbal, il peut être décidé que la Commission électorale rédige elle-même le procès-verbal des élections.

<sup>2</sup> Une fédération peut décider de supprimer cette disposition si elle n’est pas nécessaire et/ou obligatoire en vertu de sa législation nationale.

---

Article **24** Entrée en vigueur

---

Le présent Code électoral a été adopté lors de l'Assemblée Générale tenue à Tunis le 21 décembre 2024. Il entre en vigueur le 21 décembre 2024.

---

Article **25** Dispositions Transitoires

---

- <sup>1</sup> Pour les élections du Bureau Fédéral qui auront lieu après l'adoption des présents Statuts et auxquelles le Comité de normalisation fera office de Commission électorale, les délais suivants seront appliqués.
- <sup>2</sup> Les candidatures pour les différents postes à pourvoir au sein du Bureau Fédéral doivent être envoyées par courrier recommandé ou courriel avec accusé de réception, ou remises en mains propres contre confirmation de réception au secrétariat général, et ce au moins 30 jours avant l'Assemblée Générale électorale en question. Les candidatures reçues par le secrétariat général sont immédiatement transmises au Comité de Normalisation qui fera office de la Commission électorale. Le Comité de Normalisation sera également responsable des enquêtes d'habilitation requises conformément à l'annexe A des Statuts de FTF.
- <sup>3</sup> Dans un délai de 3 jours à compter de la date limite de dépôt des candidatures, le Comité de Normalisation informe par écrit les candidats qui n'ont pas soumis tous les documents pertinents à l'appui de leur candidature et leur accorde un nouveau délai de 3 jours pour compléter leur dossier. Si les candidats concernés ne complètent pas leur dossier dans le délai imparti, leur candidature est déclarée nulle. Ce paragraphe ne s'applique pas aux expressions de soutien prévues à l'art. 31 par. 4 des Statuts, qui doivent être soumis sans échec dans le délai de présentation des candidatures aux postes du Bureau Fédéral.
- <sup>4</sup> Les candidats dont les candidatures ont été déclarées nulles conformément à l'alinéa ci-dessus seront remplacés par le nombre adéquat de suppléants, qui auront eux-mêmes remplis les critères d'éligibilités.
- <sup>5</sup> Les listes dont les têtes de liste respectives (candidats à la présidence) ne remplissent pas les critères d'éligibilités seront déclarées nulles et les candidats à la présidence ne pourront être remplacés par des suppléants.
- <sup>6</sup> Les candidatures au Bureau Fédéral sont examinées par le Comité de Normalisation dans un délai de 9 jours à compter de la date limite de soumission des candidatures et les candidats sont informés de la décision du Comité de Normalisation sous ce même délai.
- <sup>7</sup> Tout appel contre toute décision du comité de normalisation en relation avec les élections sera soumis au TAS.

Calendrier proposé :

- Annonce et lancement de la procédure électorale : 26 décembre 2024.
- Date limite pour la soumission des candidatures : 5 janvier 2025.
- Date limite pour informer les candidats des documents qui manquent : 8 janvier 2025.
- Date limite pour compléter les dossiers : 11 janvier 2025.
- Date limite des décisions : 14 janvier 2025.
- Convocation de l'assemblée générale électorale : 15 janvier 2025.
- Assemblée Générale Elective : 25 janvier 2025.

Tunis, [date]

Au nom de Fédération Tunisienne de Football

Kamel Iddir  
Président du Comité de Normalisation

Wajdi Aouadi  
Secrétaire général